



MARCHÉS PUBLICS

EXE10

**AVENANT N° 2 au marché de conseil, assistance et représentation
en justice de l'Office des Transports de la Corse**

A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Office des Transports de la Corse
19, avenue Georges Pompidou
BP 501
20186 AJACCIO Cedex

B - Identification du titulaire du marché public

Groupement momentané d'entreprises, composé de :

- Cabinet Oyat Avocats, immatriculé sous le numéro 402 720 239 RCS Paris
22, rue du Général Foy, 75008 Paris
I.delabrosse@oyat.law
- Cabinet MNC Avocats
8, rue Michel Bozzi, 20000 Ajaccio
Mnc.avocats@otange.fr

C - Objet du marché public

■ Objet du marché public :

Accord-cadre à bons de commande portant sur le conseil, assistance et représentation en justice de l'Office des Transports de la Corse.

■ Date de la notification du marché public : 22 mai 2023

■ Durée d'exécution du marché public : 36 mois (12 mois suivis de deux reconductions de 12 mois chacune).

■ Montant initial du marché public :

- Période initiale : 10.000 (minimum) 70.000 (maximum) euros HT
- Première reconduction : 10.000 (minimum) 70.000 (maximum) euros HT
- Seconde reconduction : 10.000 (minimum) 70.000 (maximum) euros HT

Soit, un total de :

- 30.000 euros HT minimum / 210.000 euros HT maximum
- Avec application d'un taux de 20% de TVA : 36.000 euros TTC minimum / 252.000 euros TTC maximum.

**D - Objet de l'avenant**

Le **Groupeement a** pour mission d'assister l'Office des Transports de la Corse dans le traitement des problématiques juridiques qui se révèlent dans le cadre de l'exercice de ses missions.

Le présent marché avait fait l'objet d'un avenant le 5 mai 2025 afin de répondre aux problématiques de dotation de continuité territoriale.

Cet avenant prévoyait une hausse de 30 000€ du marché afin de répondre à une demande essentielle liée aux missions de l'OTC.

A date, l'OTC souhaite mettre en place un marché d'assistance juridique susceptible de répondre à ses attentes en matière de conseil juridique, de contentieux, de représentation en justice devant les instances de 1^{er} et 2nd degré et ou de conciliation et arbitrage.

La préparation de ce marché nécessite une attention particulière aux vues des enjeux qu'il représente au regard de la complexité des missions de l'établissement.

Le présent marché prendra fin en mai prochain et le contrat qui est en cours de rédaction sera présenté au Conseil d'Administration de l'OTC du mois de juillet.

De ce fait, et afin de maintenir une continuité des services nous proposons de prolonger le présent marché de 6 mois, soit jusqu'au 22 novembre 2025.

Cela permettra de rédiger, publier et attribuer le futur marché sans rupture de service.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

(Cocher la case correspondante.)



Non

Oui



E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Pour l'Etat et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A :, le

Signature

(Représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)



G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A, le

Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)